



Filière forêt-bois et changement climatique

Investir pour l'avenir



ASFFOR

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ET GROUPEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS



CODIFAB

comité professionnel de développement
des industries françaises de l'ameublement et du bois

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Filière forêt-bois et changement climatique

Investir pour l'avenir

Ouverture de la manifestation

Jean-Paul DELEVOYE – Président de CESE

Pierre ACHARD – Président de l'ASFFOR

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Filière forêt-bois et changement climatique

Investir pour l'avenir

Sylvia PINEL

Ministre du Logement, de l'Égalité, des territoires et de la Ruralité

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Impact du changement climatique sur la forêt
La nécessité de s'adapter
Le rôle d'atténuation de la forêt et du bois

Aujourd'hui un double défi

Jean-Luc PEYRON

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LA FORÊT, LA NÉCESSITÉ DE S'ADAPTER, LE RÔLE D'ATTÉNUATION DE LA FORÊT ET DU BOIS : AUJOURD'HUI UN DOUBLE DÉFI.

Jean-Luc Peyron

Les Ministères partenaires

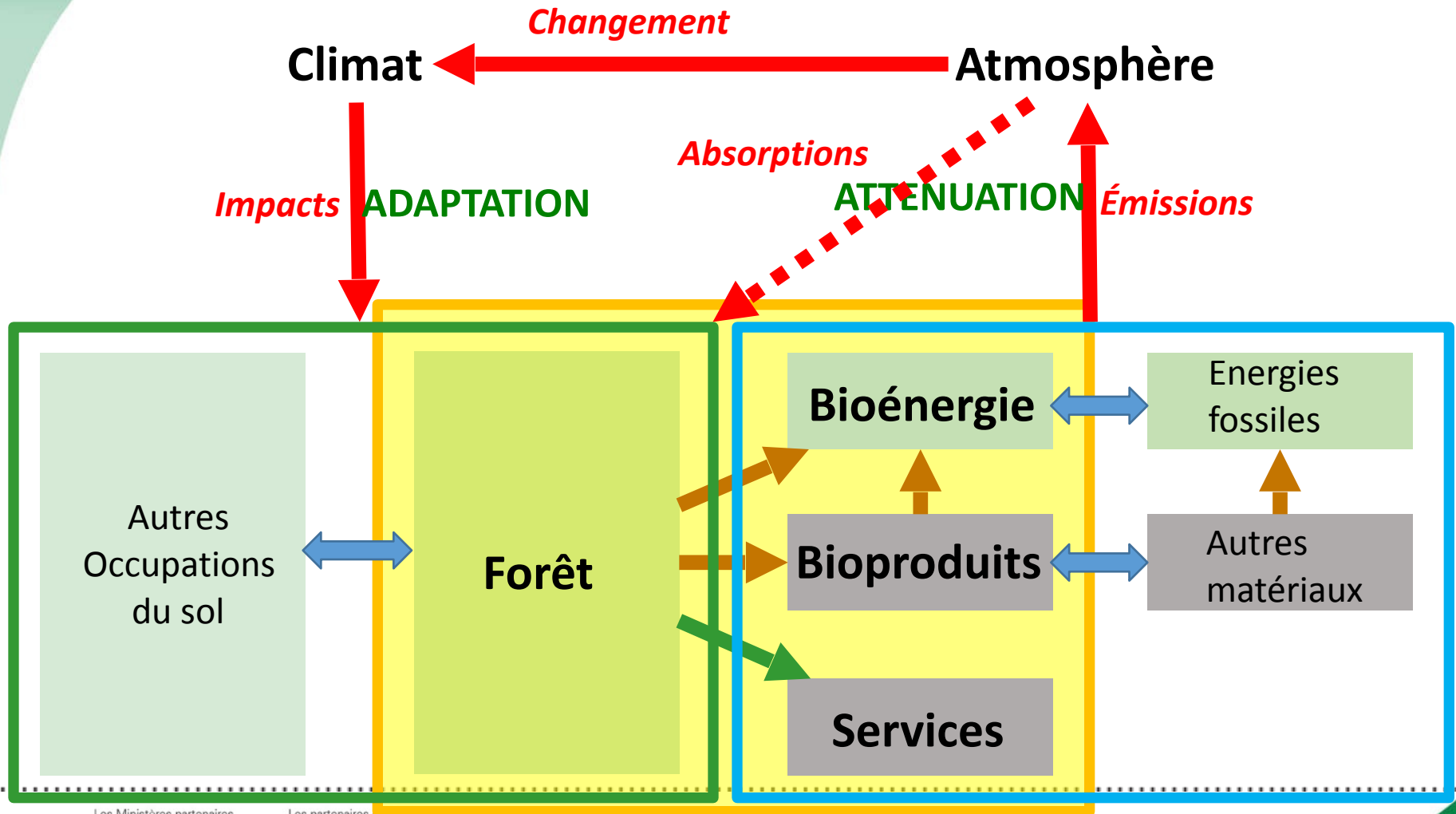


Les partenaires de la filière



Colloque Filière-bois et changement climatique. Investir pour l'avenir
5 novembre 2015, CESE, Paris.

UN JOUR NOUVEAU AVEC UN DOUBLE DÉFI



Les Ministères partenaires

Les partenaires de la filière



Filière forêt-bois

Activités économiques

UN PREMIER DÉFI : LA LUTTE CONTRE L'EFFET DE SERRE

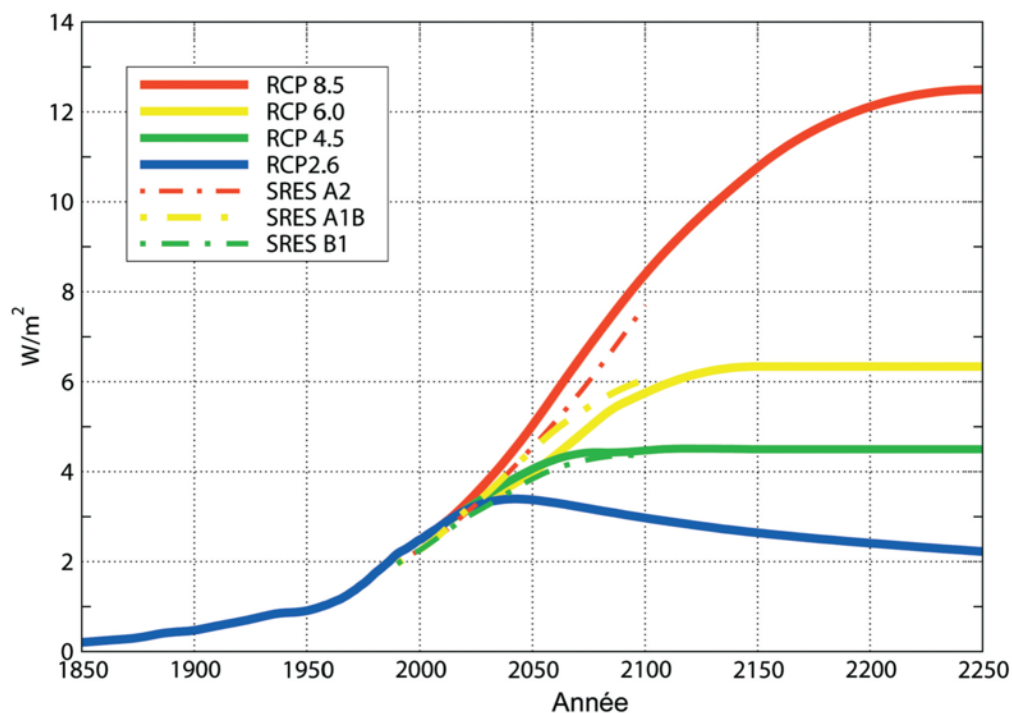
Ordres de grandeur du bilan carbone des forêts françaises métropolitaines (d'après IGN, CITEPA, ADEME, DGEC, CGAAER)

- Variation de stock des principaux réservoirs de carbone :
 - arbres vivants : 74 millions de tCO₂eq.
 - bois mort : 11 millions de tCO₂eq.
 - sol : 16 millions de tCO₂eq.
 - produits en bois : 2 millions de tCO₂eq.
- Substitution énergie : 14 millions de tCO₂eq.
- Substitution matériau : 13 millions de tCO₂eq.
- Total **130 millions de tCO₂eq.**
- Émissions hors forêt bois : 490+130=620 millions de tCO₂eq.
- La filière forêt bois efface de l'ordre de **20% des émissions.**

UN SECOND DÉFI : L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

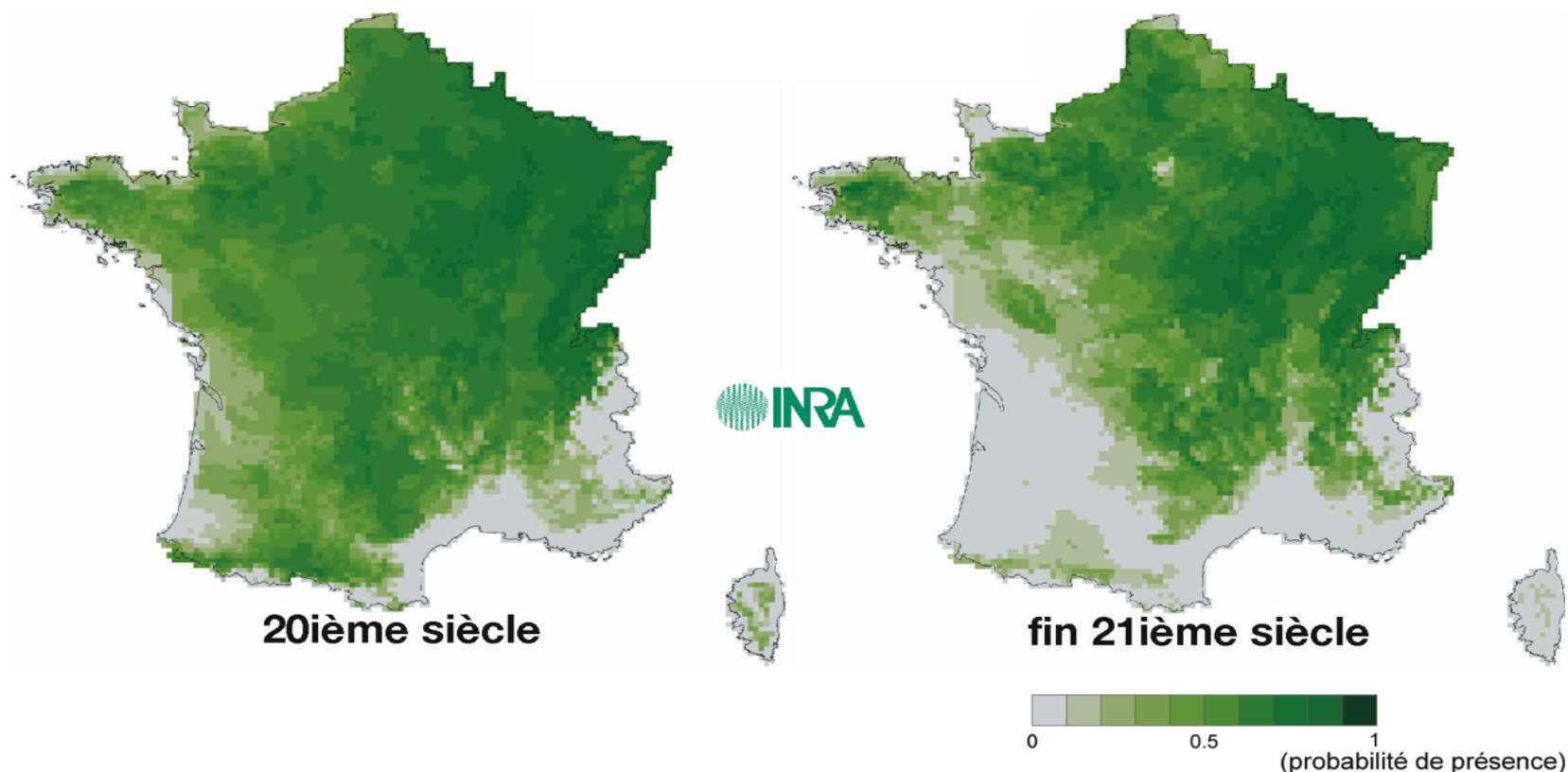
- Renforcement attendu de l'effet de serre
 - Rôle significatif mais insuffisant de la filière forêt-bois
 - Émissions françaises en réduction
 - Émissions mondiales en augmentation (au moins 3 scénarios sur 4)

(Planton et al. 2013))



UN SECOND DÉFI : L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Impacts sur les écosystèmes et services écosystémiques



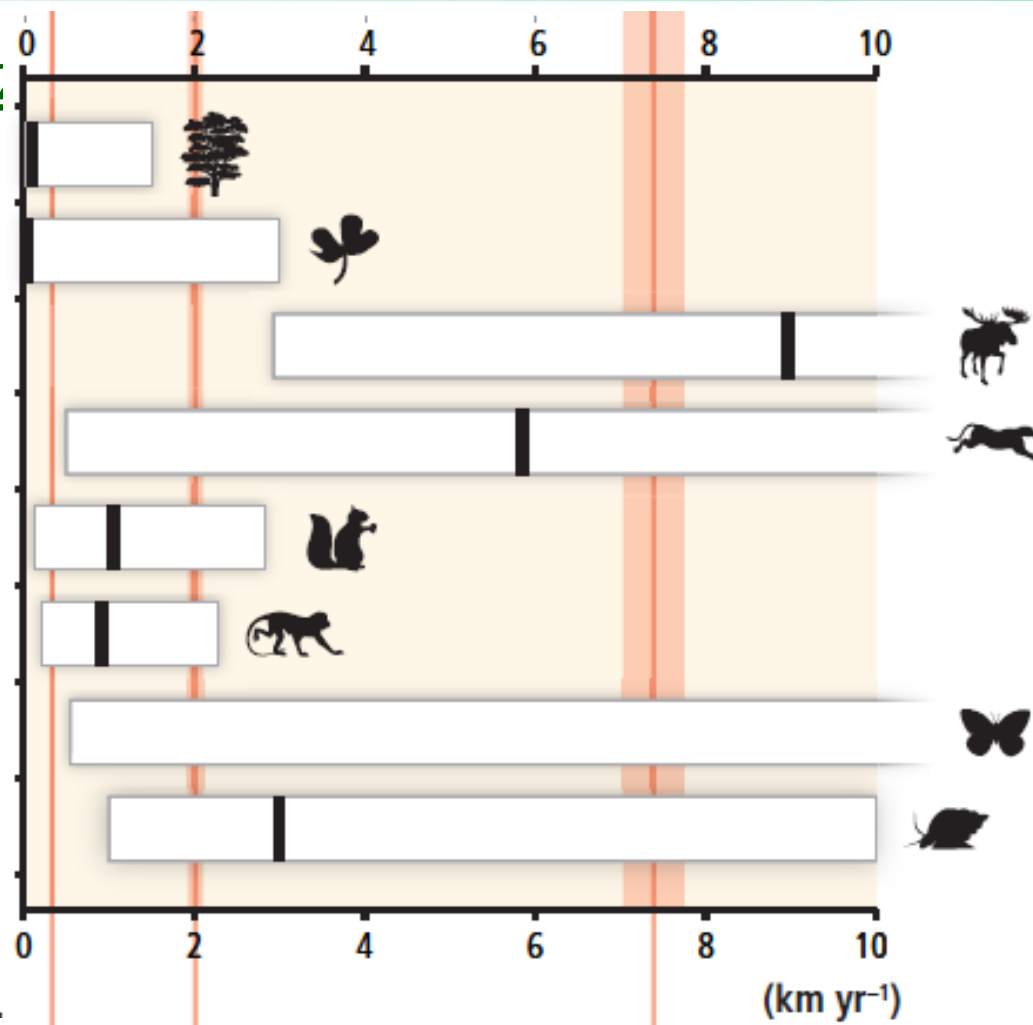
Probabilité de présence du chêne sessile simulée avec le modèle NBM (INRA-Nancy) pour le scénario climatique « A1 » du GIEC. (Cheaib et al. 2012)

UN SECOND DÉFI : L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Impacts sur les écosystèmes et services écosystémiques
 - Sensibilité au climat selon les conditions de sol
 - Modification : fonctionnement, productivité, composition
 - Limites de la résistance et de la résilience face à des phénomènes tels que sécheresse, incendie, risques sanitaires
 - Effets sur la disponibilité en bois, la régulation du climat...
 - Des effets favorables (au nord des aires de répartition des espèces)
 - Des compensations (carbone et efficience d'utilisation de l'eau)
 - Une adaptation spontanée (plasticité, biodiversité)

UN SECOND DÉFI : L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Pourquoi s'adapter ?
 - Rapidité des phénomènes, notamment en plaine
 - Insuffisance des adaptations spontanées
 - Besoins de la société.



COMMENTAIRES SUR... ...LES INCERTITUDES

- Quasi-certitudes sur les tendances à l'œuvre
- Des incertitudes sur :
 - la sévérité, notamment après 2050 (voir scénarios)
 - les échéances
 - la valeur du carbone (niveau et transmission du signal)
- Des incertitudes qu'il faut :
 - réduire (sciences physiques et naturelles)
 - gérer maintenant (sciences économiques, humaines et sociales)
 - diversité des solutions
 - réduction raisonnée des cycles
- Au final :
 - rester modeste
 - tracer des pistes en se situant du point de vue de l'atmosphère
 - les réévaluer continuellement.

COMMENTAIRES SUR... ...LES PRÉLÈVEMENTS DE BOIS EN FORÊT

- Taux de prélèvement de bois en France métropolitaine : 50%
 - Certaine jeunesse de la forêt mais sous-exploitation certaine
 - Situation préoccupante pour
 - la gestion durable des forêts
 - le développement durable en général
 - Forte contribution au bilan carbone de la filière forêt-bois
- Augmenter les prélèvements consiste à :
 - revenir vers une gestion et un développement plus durables
 - prolonger le stockage, certes temporairement et partiellement
 - mais actionner aussi la substitution (matériaux et énergie)
 - maintenir la croissance et la vitalité de la forêt à long terme
 - prévenir les risques
 - adapter les forêts au changement climatique

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



COMMENTAIRES SUR... ...LA PRÉSERVATION DES STOCKS DE CARBONE

- Éviter les réductions à terme du volume moyen sur pied dues
 - au défrichement, à la dégradation, voire à une transformation trop radicale des forêts
 - aux incendies et autres risques
- Considérer de même les autres stocks
 - dans les sols (sensibles au découvert et au réchauffement)
 - dans le bois mort
 - dans les produits
 - Boiser si c'est opportun et s'il y a des débouchés.

COMMENTAIRES SUR... ...LES MODALITÉS D'UNE BONNE SUBSTITUTION

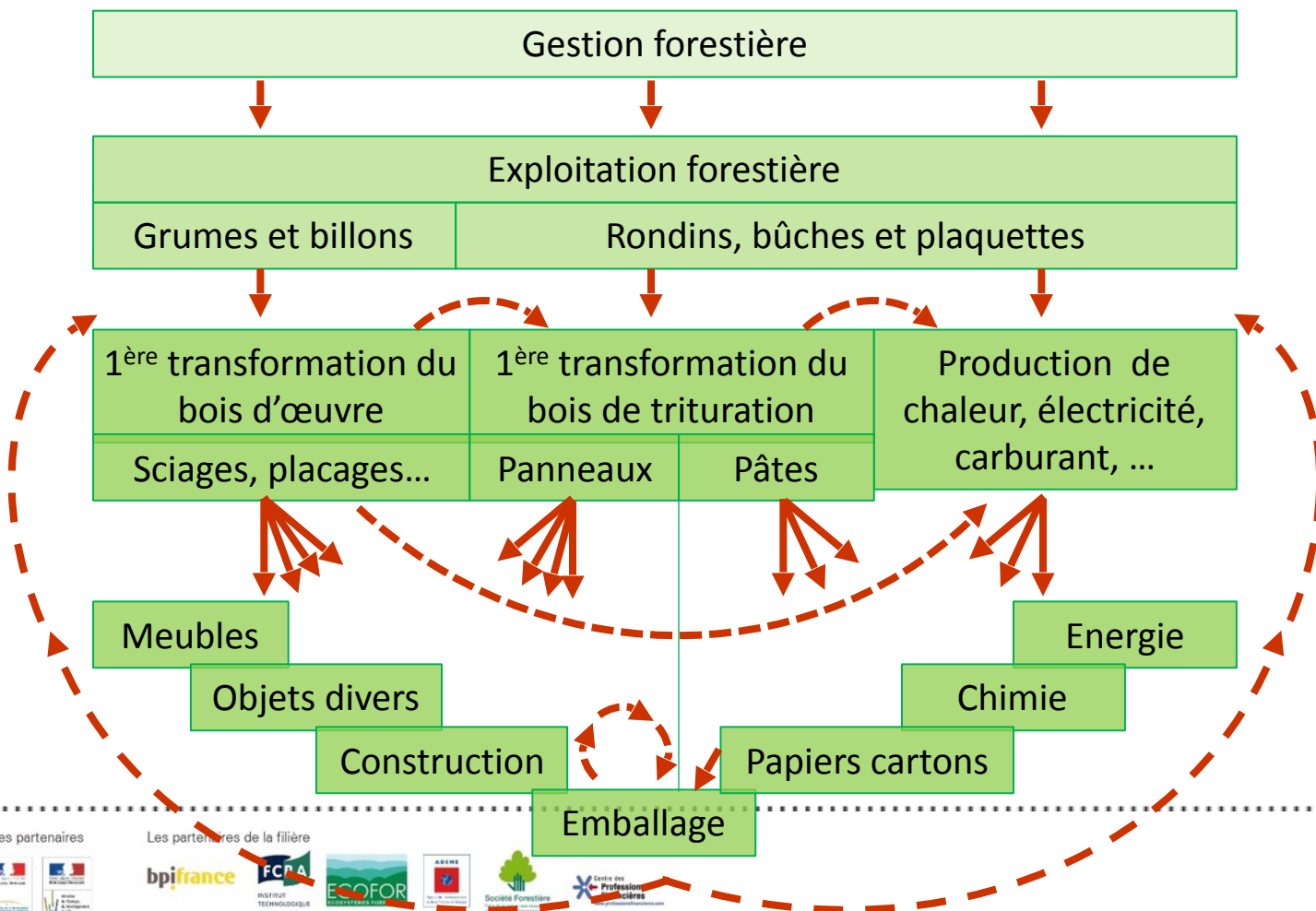
- Prélever du bois a des effets :
 - à moyen et long termes sur la croissance et la vitalité
 - à court et moyen termes sur les différents stocks de carbone
 - immédiatement sur les émissions évitées (substitution)
- Importance des court et moyen termes pour lutter contre l'effet de serre (selon l'évolution du prix du carbone)
- Importance du facteur de substitution (CO_2 évité/ CO_2 séquestré)
 - 0,5 pour le bois énergie (industriel et collectif)
 - moins pour le bois énergie des ménages
 - de l'ordre de 1 pour le bois matériau dans les produits finis hors co-produits, réutilisation, valorisation en fin de vie

COMMENTAIRES SUR... ...LES MODALITÉS D'UNE BONNE SUBSTITUTION

- Propositions :
 - Privilégier le bois matériau autant que possible
 - Cumuler les substitutions (produits, co-produits, réutilisation, recyclage, valorisation en fin de vie)
 - Améliorer ainsi :
 - le facteur consolidé de substitution
 - la durée de vie du bois
 - le stock de produits dans l'hypothèse d'un gain de parts de marché

COMMENTAIRES SUR... ...LES MODALITÉS D'UNE BONNE SUBSTITUTION

- Exploiter toutes les flèches du schéma de la filière forêt-bois.



VERS UNE VISION... ...INTÉGRÉE, COHÉRENTE, SOUPLE ET ÉVOLUTIVE

- Intégrée car une seule gestion par peuplement répond aux enjeux du climat (adaptation, atténuation) et de la durabilité
- Intégrée dans le temps aussi (raisonner en trajectoire, distinguer les court, moyen et long termes)
- Cohérente pour provoquer l'adhésion des acteurs et tout autant de la société civile
- Cohérente face aux secteurs concurrents comme partenaires
- Cohérente pour susciter des soutiens forts
- Souple pour tenir compte des réalités locales
- Évolutive grâce à des réévaluations périodiques et aux progrès du secteur recherche développement innovation

• **A mettre en œuvre dès maintenant !**

VERS UNE VISION... ...INTÉGRÉE, COHÉRENTE, SOUPLE ET ÉVOLUTIVE

Au final, la filière forêt-bois joue une partie serrée dans laquelle elle possède des atouts décisifs à utiliser à bon escient, à rebattre sans cesse, avec une carte maîtresse en recherche développement innovation.

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



MERCI POUR VOTRE ATTENTION



Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



La forêt et le bois, le changement climatique, les engagements de la France

Les engagements de la France aux plans national et international

Les données à connaître
La cohérence entre engagements et politiques
La mise en œuvre de ces politiques

Sylvie ALEXANDRE

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Les engagements de la France aux plans international et national

Sylvie ALEXANDRE

Déléguée interministérielle forêt bois

MEDDE/MLETR

Colloque

« Filière forêt bois et CC »

INVESTIR POUR L'AVENIR

5 novembre 2015



Credit photo : Claire REMY / CGEDD - BC

Conseil général de
l'Environnement et du
Développement durable

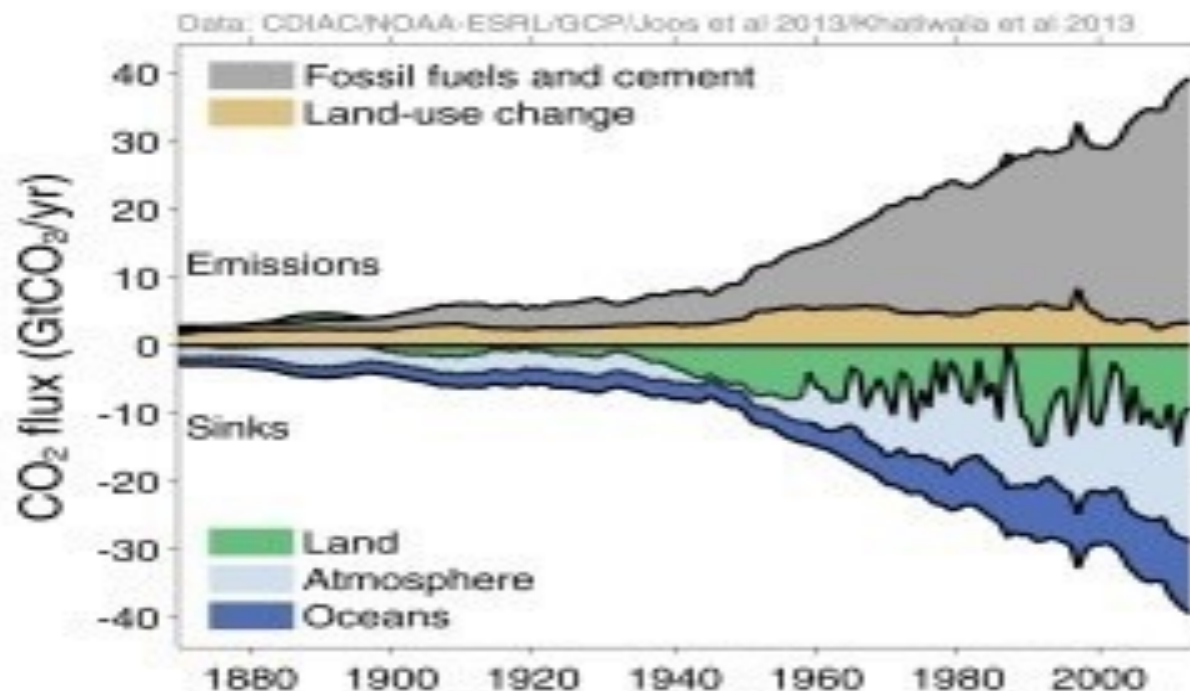
Question I: Quelles sont les données à connaître ? Comment la forêt est elle traitée dans la comptabilisation des gaz à effet de serre ?

Quel rapport avec la COP 21 ?

« L'incertitude affectant les estimations peut être très grande sur les émissions liées à l'agriculture et à l'« utilisation des terres, leur changement et la forêt » (UTCf). Ces estimations présentent des difficultés particulières, dues à la complexité des phénomènes naturels en cause, encore partiellement connus. »

source : Rapport Facteur 4 CGEDD 2013

Les grands chiffres



- Émissions mondiale de GES: 53 GtCO₂ en 2012 (source GIEC+ /-4,5 %)
- PK 2 : environ 15 % des émissions mondiales
- UE : environ 10 % des émissions mondiales 4550MtéqCO₂
- France : environ 1 % des émissions mondiales 550 MtéqCO₂

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Comptabilisation des forêts UE période Kyoto II (2013/2020)

Secteur UTCATF (Utilisation des Terres, leur Changement et la Forêt)
pas
inclus dans le paquet climat-énergie (complexité des phénomènes;
incertitudes de mesure).

- **Décision 529/2013/EU relative aux règles comptables**
- **France Format CNUCC (en MtéqCO₂): « land based »**

Total	forêts	prairies	ZH	Terres	ZU
Puits	Puits	Puits	Puits	Source	Source
- 45	- 65,5	- 11	- 2	+ 21	+ 12,5

- **France Format PK2 (2013-2020 en Mtéq CO₂): « activity based »**

Terres forestières	Gestion forestière	Terres boisées depuis 1990	Terres boisées défrichées depuis 1990
- 52	- 54	- 10	+ 12

- **Sans C stocké dans les produits bois (3,8 MtéqCO₂)**
- *Source : inventaire Citepa pour 2013*

Les Ministères partenaires

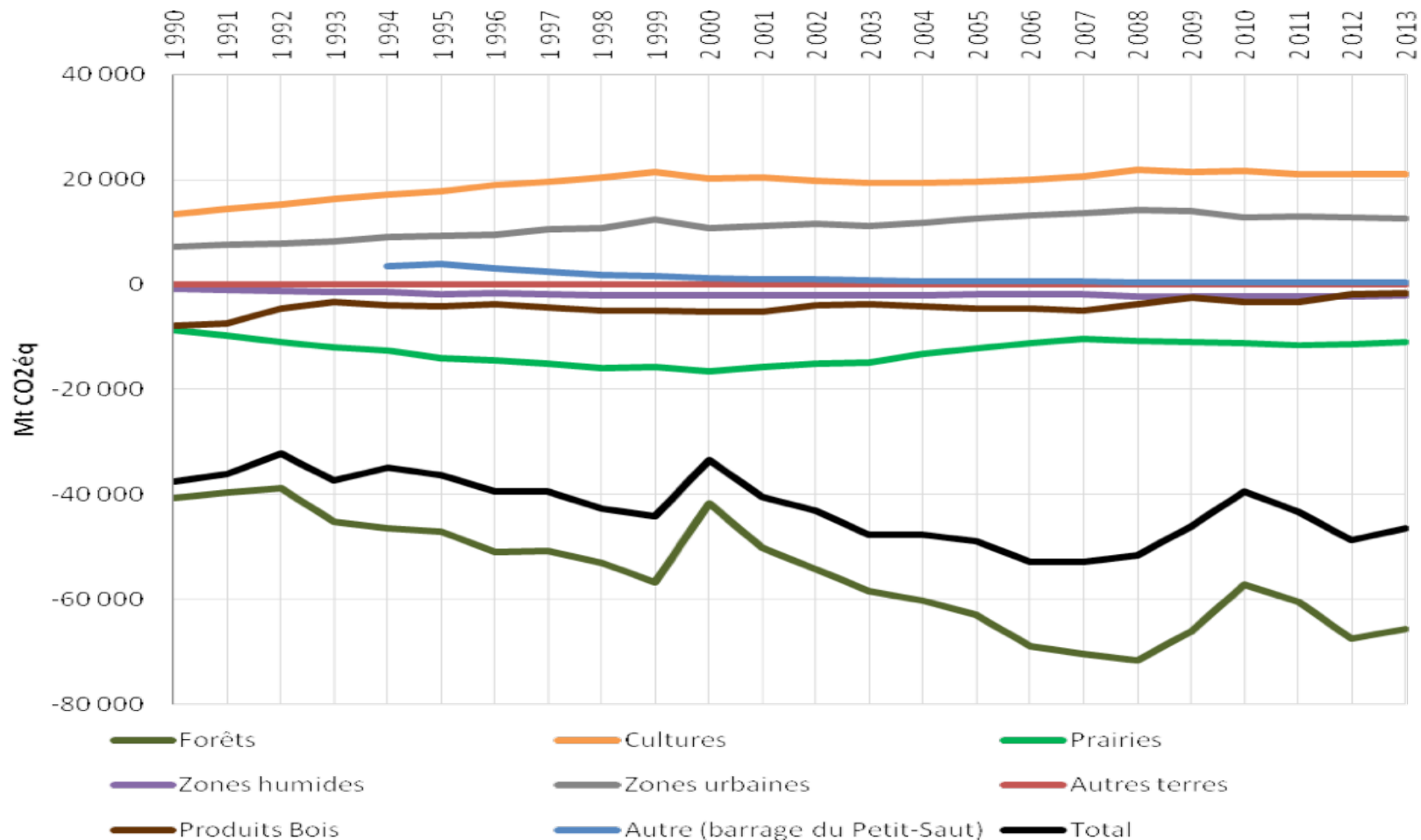


Les partenaires de la filière



Un puits de carbone qui augmente

émissions/absorptions de GES du secteur des terres 1990/2013 format CNUCC



Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Après la COP 21 ? 2020 - 2030

- **Décision 529/2013/EU relative aux règles comptables** (gestion forestière, boisement, déboisement, gestion des prairies et des cultures labourées) du 17 décembre 2012 : à partir de 2021, comptabilisation obligatoire, et inclusion du secteur dans la politique climat-énergie européenne
- **COP21 Contribution Intended Nationally Determined Contribution 2021/2030 :**
-40 %/1990
- **2016 : Modalités de l' INDC/ Répartition des réductions entre secteur sous quotas (ETS) et autres secteurs (ESD)/ Occasion de :**
 - sortir du débat d'experts,
 - faire le bilan des avantages-inconvénients des différents systèmes,
 - faire participer la filière (appropriation),
 - apporter de la simplicité et de la visibilité aux engagements,
 - optimiser sur le LT les 4 leviers (séquestration, substitution E, substitution M, stockage dans les produits en bois).

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Question II: Quelle cohérence entre les engagements pris et les politiques mises ou à mettre en place

« Sur le long terme, une stratégie de gestion durable des forêts visant à maintenir ou à augmenter le stock de carbone en forêt tout en approvisionnant la filière bois (grume, fibre et énergie) à un niveau de prélèvement durable, génèrera les bénéfices d'atténuation maximum».

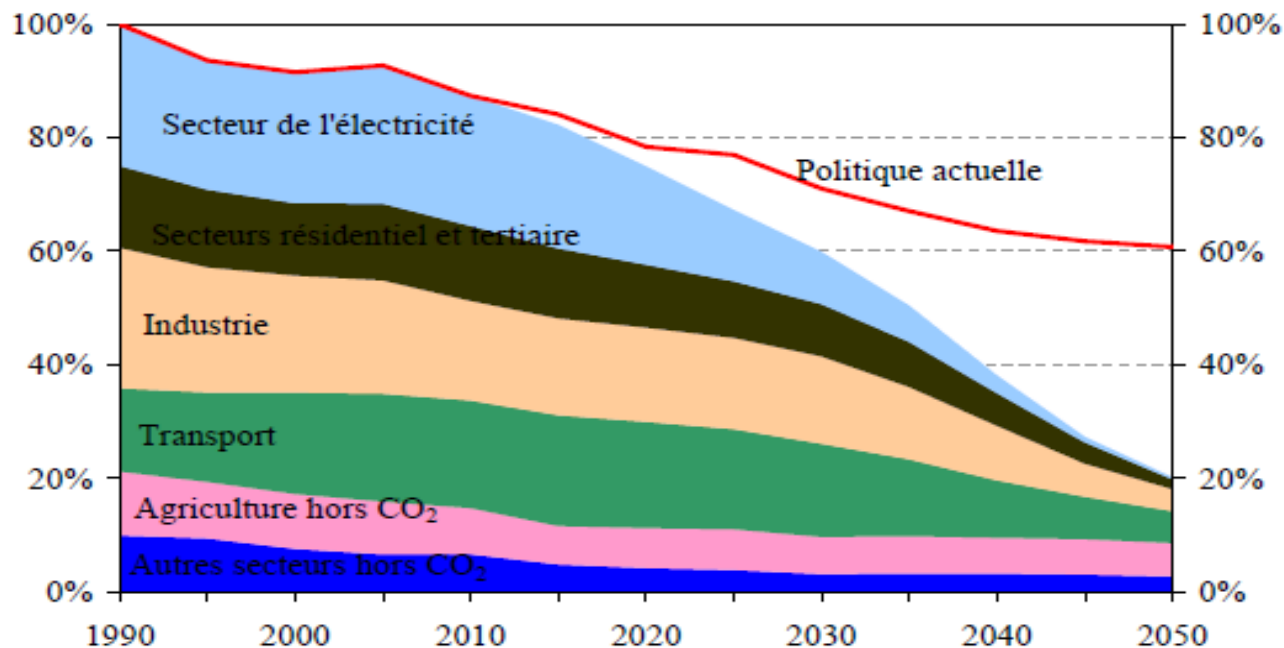
GIEC rapport 2013



Politique européenne de transition bas carbone

- **2008** Paquet Energie Climat européen 2009/2020, dit des 20/20/20
- **2011** FDR 2050 COM ENR 55 % de la consommation finale UE. « *La décarbonisation nécessitera une grande quantité de biomasse pour la chaleur, l'électricité, le transport non électrifiable* »
- **2014 et 2015** Objectifs énergie climat 2030 et INDC COP 21 : – 40 % de GES en 2030/1990, soit le **Facteur 4 en 2050**.

Figure 1: Émissions de GES dans l'UE –Vers une réduction des émissions internes de 80 % (100 % = 1990)



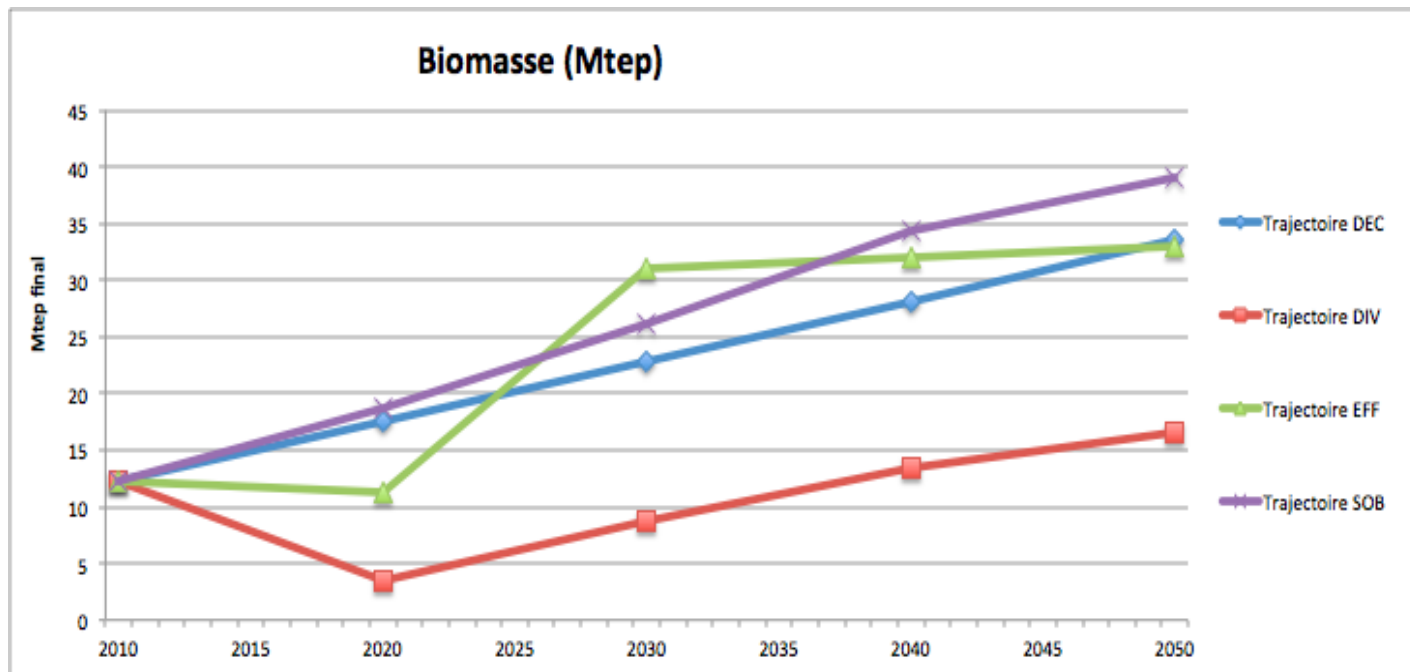
Les N

Transition et Biomasse en France

- **2013 DNTE: 4 familles de scénarios.** +17Mtep à +40 Mtep entre 2010 et 2050. (1tep = 4,5 m3 de bois rond) pour la biomasse (source : groupe d'experts DNTE).

Scénario ADEME (EFF) : + 40/50 % de la récolte de bois, possible seulement si on développe un débouché matériau

- **LTECV 2015 : - 40 % de GES 1990/2030 ; - 75 % de GES 2050/1990 « Facteur 4 »**



Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Convergence des politiques publiques

- **I Stratégie Nationale Bas Carbone:** réduire les émissions de GES de 2013 à 2028 :
 - **Transports:** - 29 % de GES/ **Bâtiment:** - 53 % de GES et -28 % de consommation énergétique
 - **Industrie:** -24 % de GES/ **Production d'énergie:** - 96 % de GES en 2050/ **Déchets:** -33 % de GES/ **Agriculture-forêt:** -50 % de GES agricoles à 2050;
- **II Programme national Forêt Bois 2015/2025:** objectif de prélèvement, conjuguer adaptation (tous enjeux) et atténuation (carbone)
- **III Programmation pluriannuelle de l'énergie 2016:** part de la biomasse.
- **IV Stratégie Nationale de mobilisation de la biomasse 2016:** gisements, usages BO/BI/BE, freins et mesures.
- **Convergence des objectifs chiffrés:** Augmentation très sensible du bois prélevé, stocker le carbone et renforcer les effets de substitution/tous secteurs.
- **Gestion durable et multifonctionnelle: Raisonner ensemble adaptation et atténuation**

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Usages du bois dans la transition

I 2009/2015: Développement du bois énergie

- 2009-2014: 0,58 Md€ /1,28Md€; 1,2 M tep/1,5 Mtep, soit 19 à 30€/tep/ 41

Source: Fonds chaleur Ademe

- Stagnation de la récolte de bois, concurrences usages, controverses sur le carbone biogénique

■ II 2010/2013/2015 : Avantages carbone du bois matériau

- En moyenne: 1,1 téqCO₂/m³ de bois dans le produit fini par substitution matériau, contre 0,5 téqCO₂ évitée par substitution énergie (source : Avis Ademe juin 2015).

■ III 2016 : Economie circulaire et Usages en cascade

- Travaux du JRC 2013 et Avis ADEME « forêt et atténuation du changement climatique »
- France : Optimisation des 4 leviers d'atténuation forêts- bois: 1ers résultats 2016
- Travaux en cours sur l'étiquette environnementale du bâtiment

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



■ Futur paquet « économie circulaire »: ressources renouvelables, usages en cascade

Question III: Comment mettre en œuvre ces politiques publiques qui mobilisent quatre ministères et concernent de nombreux professionnels ?

- « Un modèle économique de pays en développement, qui conduit à un déficit commercial de 6 Mds €/an. »
- Rapport d'information Sénat 1^{er} avril 2015
- «Le Plan "Industries du Bois " propose une approche nouvelle: passer par le marché pour développer la demande d'immeubles à vivre en bois, répondant aux nouvelles aspirations des clients et des usagers, pour une ville de demain plus sobre et plus durable.»
- Frank MATHIS et Dominique WEBER
Feuille de route du plan NFI février 2014



Credit photo : Claire REMY / CGEDD - BC

Conseil général de
l'Environnement et de
l'Énergie

Une gouvernance en mouvement

- **Comité stratégique de filière**
du Conseil National de l'Industrie
- **Contrat stratégique de filière**
avec
MEIN, MAAF, MLETR, MEDDE, ARF



- **Pilotage et suivi des Actions du contrat**

Bureau du CSF

DGE - DGPE - DGALN - DGEC -
DGPR

CGDD - Déléguée

- *Biodiversité, énergie, climat,
développement
économique, logement,
construction, urbanisme, risques, déchets,
évaluation environnementale, économie
circulaire*

- DREAL
- DIRRECTE
- DRAAF
- Régions
- Commissions
régionales de la
forêt et du bois :
- PRFB
- SRMB
- Volets régionaux
du CSF

Les Ministères partenaires

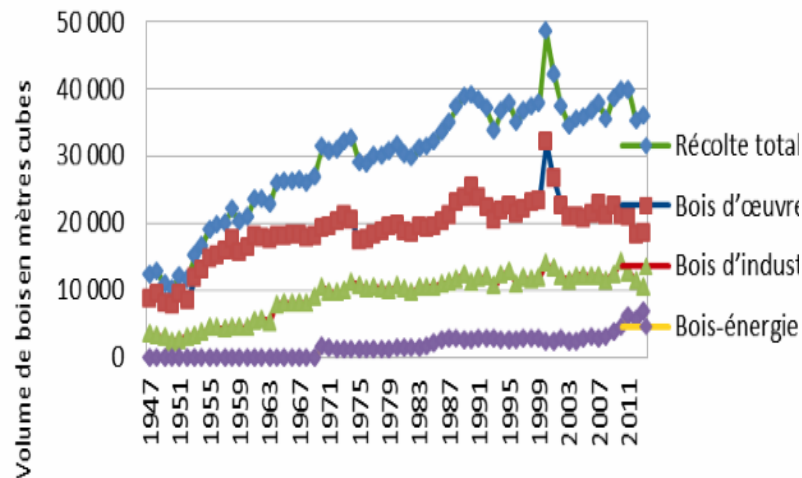


Les partenaires de la filière

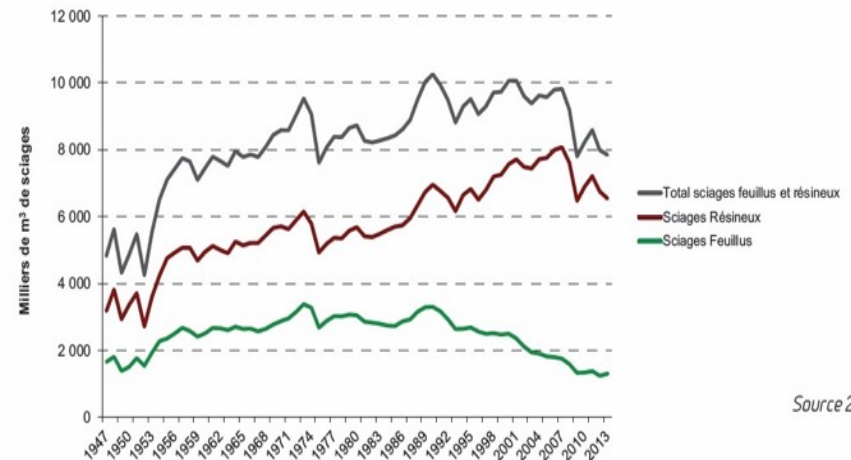


Rompre avec un scénario tendanciel défavorable

Evolution de la récolte commercialisée



Évolution des sciages en fonction des années de 1947 à 2013



Source 2

Volumes
sciés

Export de
grumes

Import marchés
forte VA: parquets
charpentes
structures
menuiseries
meubles

Concur- rences
d'usages BO/BI/BE
Recouvre- ment
des prix

Déficit
commercial

baisse

hausse

hausse

hausse

structurel

Les Ministères partenaires



bpi france

FCBA
INSTITUT
TECHNOLOGIQUE

ECOFOR
ECOLOGIE FORÊTIERE

ADRE
Association des
Dessinateurs
Régionaux de l'Arbre

Société Forestière
Centre de Recherche et d'Essais

Centre des
Professions
Financières

Améliorer la compétitivité

- **Renouer avec l'investissement à l'amont**

2015 AMI DYNAMIC BOIS ADEME/ FSB / FEADER/Régions/Investissement privé

- **Intégrer l'aval dans les Investissements d'avenir**

PIA2 2015/2017 : Plan « Industries du bois » Industrie du futur axe « ville durable » (MEIN/MAAF/MLETR)/ Construire ¾ immeubles pilotes démonstrateurs de 10/15 niveaux »

Mobiliser les outils AMI ADEME, Fonds Bois BPI, capital développement, etc..

Secteur stratégique de la scierie

- **Elargir le dialogue amont-aval pour plus de dynamisme**

Aménageurs et territoires: des développements importants pour le bois (Villes, Euratlantique, Epamarne),

Professions : Association Bâtiments Bas Carbone; Association Adivbois (www.Adivbois.org)

Nombreuses initiatives en cours: Trophées bois construction, Chartes bois construction publique exemplaire, 100 constructions en bois local, Etats généraux de la construction bois, enquête annuelle bois construction etc...

- **Les défis sont encore nombreux**

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Merci



Table ronde

De la forêt au bois

Une chaîne de valeur et des destins liés

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Table ronde : De la forêt au bois, une chaîne de valeur et des destins liés



Corinne LEPAGE



Mauro POINELLI



Georges-Henri FLORENTIN



Hervé LE BOULER



Thomas NÄHER

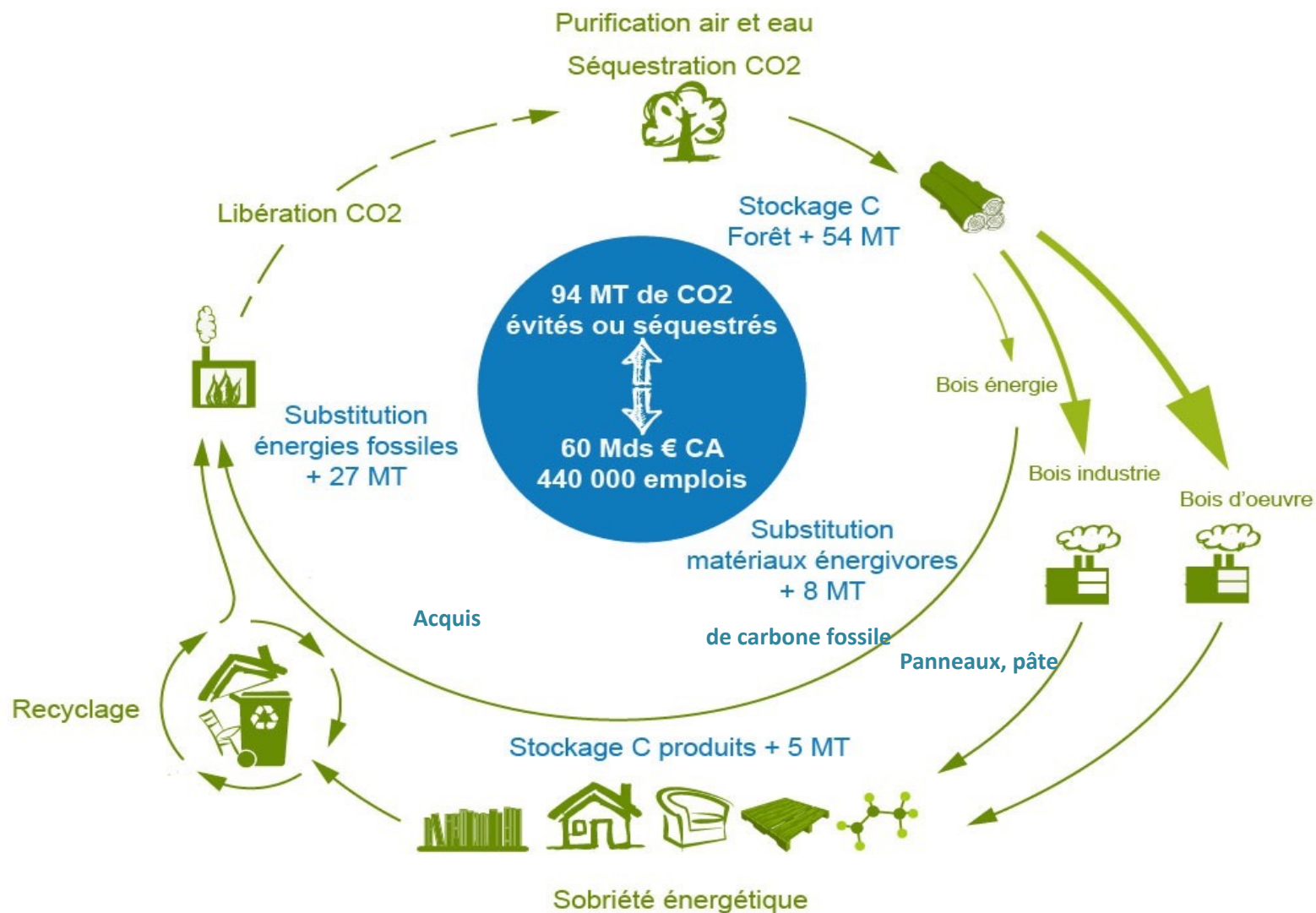
Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



L'équation vertueuse de la filière forêt-bois



Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



16 300 effectifs permanents pour l'ensemble du secteur sylviculture et exploitation forestière.

Exploitation forestière

5 706 ent.
1,7Mrd€
6,5



Récolte commercialisée : 35,2 Mm³

Légende :

Secteur	Sciage
Nombre d'entreprises	2 901 ent.
Chiffre d'affaire (en milliards d'euros)	3,3 Mrds€
Effectif salarié équivalent temps plein (en millier de personnes)	15
Flux	8,0 Mm ³

Récolte : 18,2 Mm³

Bois d'œuvre

Récolte : 11,4 Mm³

Bois d'industrie

Récolte commercialisée : 5,6 Mm³
Récolte hors commerce : 21 Mm³

Bois énergie

Produits connexes de scieries

Production de connexes : 8,8 Mt

Sciage

2 901 ent.
3,3 Mrds€
15,6

Production des sciages : 8,0 Mm³

Placage, contreplaqués

143 ent.
1,9 Mrds€
5,8



Panneaux

Pâte à papier

8 ent.
0,64 Mrds€
1

Chimie



Emballages

950 ent.
2,3 Mrds€
12,7



Charpentes, menuiseries

Parquets
2 725 ent.
3,5 Mrds€
20,7



Travaux de charpente*

15 715 ent.
5,4 Mrds€
39



Meubles en bois

4,7 Mrds€
28



Divers

2 892 ent.
0,8 Mrds€
3,6

Papier-carton

114 ent.
6,1Mrds€
15



Papiers et cartons transformés

1 537 ent.
11,7Mrds€
46,4

* Les chiffres des autres travaux de construction en bois ne sont disponibles

Source : Insee, Esane 2012, Agreste EAB 2012, Etude sur le chauffage domestique au bois Solagro et al. 2013, UIPP 2012, UFC 2012



Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Table ronde : De la forêt au bois, une chaîne de valeur et des destins liés



Corinne LEPAGE



Mauro POINELLI



Georges-Henri FLORENTIN



Hervé LE BOULER



Thomas NÄHER

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Les conclusions de deux grands témoins

Potentiel d'avenir et performances économiques

Les sciages feuillus de hêtre

Alain LEFEBVRE

Les immeubles grande hauteur en bois

Frank MATHIS

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



IMMEUBLES À VIVRE BOIS

UN PROJET EN MOUVEMENT

ENJEU CLIMATIQUE

Stockage du CO₂
Peu d'émissions

ENJEU ENVIRONNEMENTAL

Des espaces naturels préservés
Une ville plus durable

ENJEU ÉNERGÉTIQUE

Réduction des consommations
Développement des ENR

UN MARCHÉ

50 % d'urbains dans le monde
+ 65 M° d'habitants/an

Une problématique du
foncier disponible en ville
à résoudre

ENJEU TECHNOLOGIQUE

8 niveaux en France
14 niveaux en Europe
30 niveaux en projet...

ENJEU ÉCONOMIQUE

Développer une offre :
Française
innovante
Issue du matériau bois
En liaison
avec le CSF Bois.



15 à 30 étages demain...
mais dès aujourd'hui 5 à 10
étages....





Dpn Café House, Innarch, Kosovo



Library at the Dock, Melbourne - Architecte : Clare Design and Hayball - Photo : Stora Eng

.. Tout en associant dès l'amont des projets l'aménagement intérieur (second œuvre, microarchitecture, agencement, mobilier)



Kaden Kiltingbeil - Allemagne

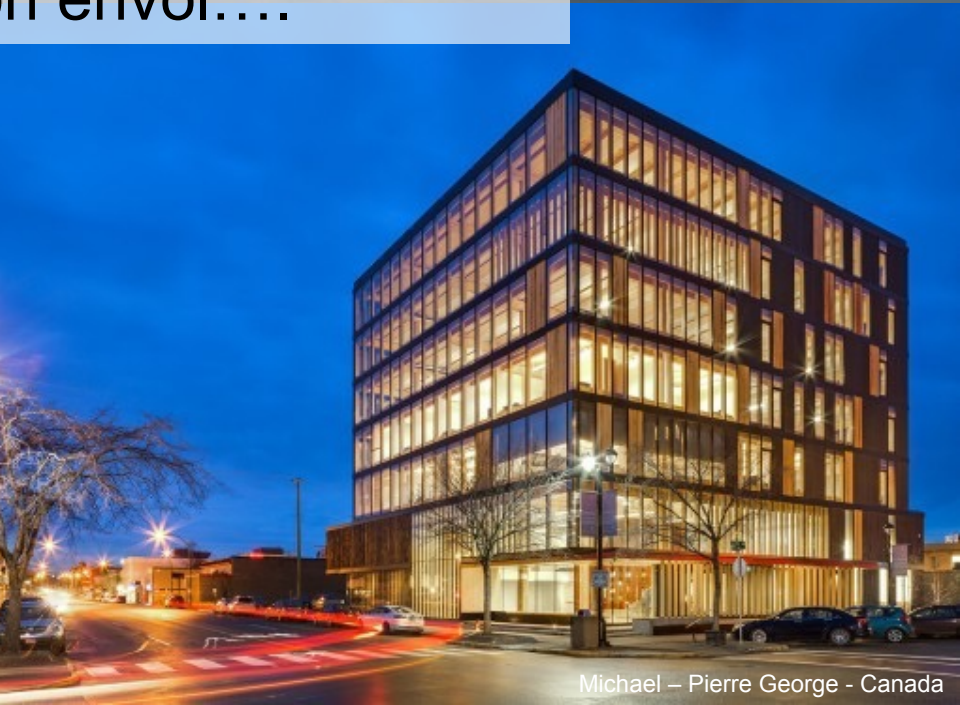


Life Cycle - Hermann Kaufmann

.. Qui s'inscrit dans un contexte qui prend son envol....



Murray Grove



Michael - Pierre George - Canada



LE CONTEXTE EN FRANCE

Nouvelles technos
CNC BIM
CLT Bois Béton
Assemblages

La profession
a appris, investi et
communiqué

ACTEURS PUBLICS
POUSSENT
DHUP
RÉGIONS
LTE
PNAA
PLAN NFI

LES ATOUTS DU PLAN

LE CONCEPT : LE BOIS
EN CONSTRUCTION
ET EN
AMÉNAGEMENT

UN PLAN
QUI FAVORISE
LA HIÉRARCHISATION
DES
USAGES DU BOIS

S'INSPIRE DES
PROJETS
À L'ÉTRANGER !

FAIRE DES
IMMEUBLES
COMME DES
PRODUITS...
AVEC DES
CERTIFICATIONS

S'APPUIE SUR LE
MODÈLE
DE LA RÉUSSITE
DE LA MAISON
BOIS

UN PLAN BOIS
INNOVANT QUI
FASSE RÊVER
AVEC DES
DÉBOUCHÉS !

UN PLAN DE
23 ACTIONS
8 M€ À
FINANCEMENT
PUBLIC/PRIVÉ





LE PROGRAMME ET LES THÉMATIQUES

TECHNIQUE-REGLEMENTAIRE-MARKETING-COMMUNICATION

2014/15

FEUILLE
DE ROUTE

CRÉATION
ADIVBOIS

2016

PUCA
IDENTIFICATION
DES SITES

LANCEMENT
DU
CONCOURS

LAURÉATS
DU CONCOURS

2017

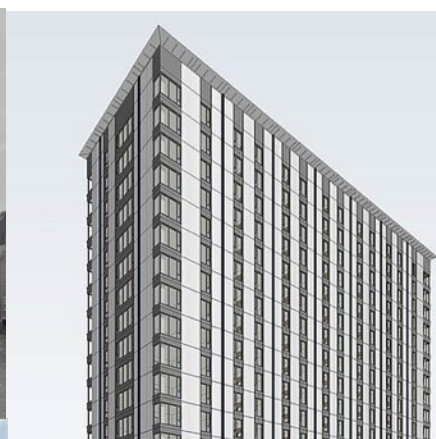
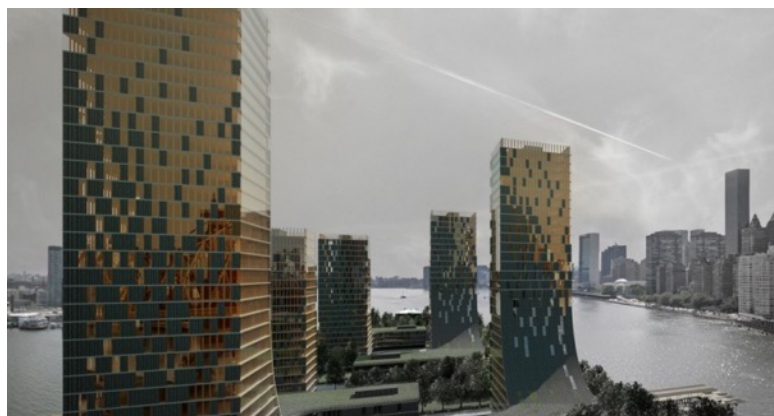
LANCEMENT
DES
CHANTIERS

UNE 10°
D'IMMEUBLES
À VIVRE
BOIS

Pilotage

Adivbois COS
7 Commissions

La compétition a démarré... 14 à 30 niveaux... Europe et Amérique du Nord...



Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



www.adivbois.org

Les conclusions de deux grands témoins

Potentiel d'avenir et performances économiques

Les sciages feuillus de hêtre

Alain LEFEBVRE

Les immeubles grande hauteur en bois

Frank MATHIS

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière

bpi**france**

FCBA
INSTITUT
TECHNOLOGIQUE

ECOFOR
SCIENCE & INNOVATION
FORESTIÈRE

ADENE
Association des
Dessinateurs
d'Architecture

Société Forestière
Centre de Recherche et d'Innovation
Société Forestière
Centre de Recherche et d'Innovation

Centre des
Professions
Financières
www.centreprofessionsfinancieres.com



Filière forêt-bois et changement climatique

Investir pour l'avenir



ASFFOR

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ET GROUPEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS



CODIFAB

comité professionnel de développement
des industries françaises de l'ameublement et du bois

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Les investisseurs de long terme Leurs approches et leurs attentes Les critères d'allocation d'actifs

Thibault de SAINT PRIEST

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



La filière forêt-bois et changement climatique : investir pour l'avenir

Investisseurs de long terme : quelles approches ? quels critères d'allocation d'actifs ?

Thibault de Saint Priest

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



ACOFI

- investisseurs de long terme : investisseurs institutionnels publics ou privés, assureurs-vie ou dommages, caisses de retraite, institutions de prévoyance, voire family offices
- sous-représentation en France de la classe d'actifs « forêt » et de la filière bois dans les portefeuilles institutionnels
- paradoxe français : un pays largement forestier (1/4 de sa superficie) dont les institutionnels n'investissent pas dans la forêt (à peine 0,1% des actifs des sociétés d'assurance)
- raisons structurelles profondes : largement liées à des exigences d'allocation d'actif (fortement contrainte par la durée moyenne des passifs plutôt courts), de liquidité et de transparence
- absence d'un gisement investissable large et d'une offre de fonds forestiers, diversifiés géographiquement et sectoriellement, de taille significative
- une réelle opportunité pour une gestion « intermédiée » de tels actifs

Forêt et institutionnels : le grand paradoxe français

- France : 3^{ème} pays en termes de surface forestière en Europe derrière la Suède et la Finlande (17 millions d'ha, soit plus du quart de la surface du territoire)
- 3/4 de la forêt française entre les mains de propriétaires privés (3,5 millions)
- 440.000 emplois (1,7% de la population active)
- un pays fortement importateur de bois !
- faiblesse des investissements forestiers des investisseurs institutionnels
- concentration entre un très petit nombre d'acteurs

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Investisseurs institutionnels : réalité polymorphe

- Des masses de capitaux importants (plus de 3.000 Md€) gérés sous de fortes contraintes d'allocation d'actifs
- Pluralité des statuts et des régimes
- Compagnies d'assurance (vie, dommages, prévoyance...)

Poids dominant de l'assurance-vie, qui est d'abord une épargne intermédiée et disponible quasiment à vue
: une durée moyenne des passifs autour de 8 ans

↳ faible place disponible pour des actifs peu liquides

- Organismes de retraite (réserves)

Le poids relatif de ces différents types d'institutions est très différent selon les pays selon notamment que les régimes de retraite reposent sur la capitalisation (fonds de pension) ou sur la répartition.

↳ en France, des réserves très modestes avec une pérennité fragile et un horizon court

- Institutions publiques de type « Fonds souverains » (CDC...)

Un horizon souvent long mais des sollicitations nombreuses et variables dans le temps.

- Fondations, dotations

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Investisseurs institutionnels : un horizon contraint

Les particularismes du système institutionnel français sont déterminants sur la structure des engagements des investisseurs institutionnels et de là sur la nature des actifs mis en face des premiers : biais important en faveur des actifs de placement liquides.

L'exemple des assureurs :

- ↳ Large place aux instruments de taux (dettes publiques et « corporate ») : 69% des 2.141 Md€ en valeur de marché)
- ↳ Modestie du poids des actions (qui s'est réduit sous l'effet de Solvabilité 2 pour les assureurs) : 18%
- ↳ Place modeste pour les actifs réels : en moyenne, l'immobilier représente entre 3% et 4% des actifs de placement des assureurs (0,1% pour la forêt)

L'allocation d'actifs des institutionnels obéit à plusieurs objectifs :

- un rendement régulier dans un contexte marqué par la forte compression (probablement durable) des taux pour faire face aux engagements ;
- la diversification des risques, discipline-clé de la gestion de portefeuille ;
- la liquidité des marchés sous-jacents des actifs détenus en portefeuille ;
- le pilotage du rendement financier en fonction des objectifs de l'institution sous la contrainte de ses règles comptables (normes françaises / IFRS), prudentielles (cf Solvabilité pour les assureurs) ;
- le rendement des fonds propres.

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Forêt : un actif d'investissement pertinent

- Des qualités intrinsèques attractives
 - Un actif réel générant des revenus assis sur une matière première croissant à un taux moyen de 3 % par an
 - Différant sensiblement de l'immobilier auquel elle est souvent comparée : son rendement est lié à la croissance physique
 - Des caractéristiques qui la rapprochent plus d'une obligation indexée avec une production prédictible et des prix sur une moyenne de long terme supérieurs à l'inflation
 - Risques de pertes en capital faibles sur longue période : possibilité de différer les coupes ou les ventes de bois en cas de baisse momentanée du prix du bois sur le marché (compensée pour partie par la valorisation du capital)
- Avec des risques naturels et climatiques
 - Risques (plutôt bien) assurables : tempêtes (pouvant frapper de vastes zones de territoires), incendie (limité généralement à des zones sensibles)
 - Risques pathologiques et parasitaires : protection par une sélection pertinente des espèces

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Un modèle économique attractif ...

➤ Un modèle relativement simple à modéliser du point de vue financier

- Rendement global à long terme (nominal et ajusté du risque) résultant de la combinaison :

🕒 des produits de la forêt (revenus générés par les ventes de bois et loyers divers tels produits de la chasse)

➡ 1/3 de la performance globale

🕒 de l'appréciation du capital au titre de la valorisation du stock résultant de la croissance biologique de la forêt et de la valorisation dans le temps du terrain sous-jacent

➡ 2/3 de la performance globale

➤ Un actif répondant à des objectifs sociétaux

-L'investissement forêt a une place particulière dans les portefeuilles ISR en raison de son caractère renouvelable et soutenable, avec un impact positif sur l'emploi dans les régions.

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Un modèle économique attractif...

- Contexte politico-social très favorable
 - Politiques publiques sensibles aux préoccupations environnementales (Rio, Kyoto, Helsinki, Copenhague, Paris Cop21...), soucieuses de développer les énergies renouvelables et attentives au développement de la forêt
- Fondamentaux solides sur le long terme
 - Augmentation régulière de la demande de bois : perspective de hausse des prix alors que la production ne s'adapte que lentement (limites physiques)
 - Répartition des risques : le prix du bois ne suit pas les variations des marchés financiers
 - Perspective du renouveau attendu du marché des droits « carbone ». Ces droits devraient représenter un potentiel additionnel de rendement.

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Un modèle économique attractif... mais « long »

- Un actif de duration longue



maturité d'une parcelle de forêt : 30 ans en moyenne

- toutefois, l'effet « portefeuille » peut permettre d'abaisser la duration moyenne à 15 ans

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Pourquoi une exposition à la « forêt d'investissement »

- Protection contre l'inflation : corrélation positive sur longue période
- Réduction du risque et de la volatilité de portefeuille global : diversification et faible corrélation avec les autres classes d'actifs (possibilité de choix des dates de coupe)
- intérêt réel pour les assureurs sous Solvabilité 2 (même charge en capital - SCR - que l'immobilier)
- Illiquidité relative procurant un bon adossement pour des engagements longs : duration moyenne longue
- Délais de transactions moins longs qu'en matière agricole
- Performance globale souvent supérieure à celle des actions cotées sur longue période

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Les freins à l'investissement

➤ Risques économiques

- faible liquidité de l'investissement
- forte concentration sur un nombre limité de régions : risques géopolitiques dans certaines régions du monde, risques liés à la taille des forêts investissables

➤ Risques d'exécution

- nécessité d'une gestion et d'une gouvernance rigoureuses : petit nombre d'asset managers disposant de l'expertise requise pour mettre en œuvre une gestion de portefeuille
- montant minimum d'investissement relativement élevé pour que les bénéfices de cette classe d'actifs produise ses effets sur l'ensemble du portefeuille (alors même que la propriété des actifs est très morcelé – eg Europe, France notamment)

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Les freins à l'investissement

- faiblesse des informations disponibles : indices de performance globale (cf NCREIF aux Etats-Unis ou IPD au Royaume-Uni), prix et quantités
- absence de référentiel commun en matière de valorisation
- ↳ symptômes d'un marché insuffisamment organisé d'un point de vue institutionnel
- disponibilité limitée de certificats ISR pour les institutionnels en matière d'investissements ISR (Forest Stewardship Council et Pan-European Forest Certificate), même s'il existe en France des certificats de Gestion Durable
- risques externes : substituts aux produits issus de la forêt ou corrélation dans certaines régions avec le marché de la construction, cession massive de forêts par certains Etats, maladies, insectes
- fragilité de certaines filières industrielles et manque d'infrastructures

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Voies d'accès à la forêt d'investissement

- Historiquement : détention directe (contraintes comptables et administratives lourdes pour les institutionnels)
- Développement des Limited Partnerships aux USA :
 - tradition d'investissement institutionnelle ancienne (25 millions d'ha soit plus de 60 milliards US \$)
 - croissance régulière des investissements institutionnels depuis le début des années 1980
 - diversification des investissements hors des Etats-Unis
- Apparition des fonds dès le début des années 1980 avec la constitution d'équipes externalisées dédiées :
 - diversification du risque (notamment pour les petites institutions)
 - organisation d'une certaine liquidité

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Pourquoi la gestion collective ?

➤ Raisons multiples :

- accès à des expertises spécialisées et reconnues
- simplification du traitement administratif et financier des investissements (par opposition à la détention directe)
- diversification géographique, des essences, des maturités,...
- capacité à tirer un bénéfice d'inefficiences de marchés afin de dégager des rendements supérieurs
- diversité des thèmes d'investissement

➤ Thèmes d'investissement :

- croissance de la population : corrélation entre la demande de bois et la croissance démographique
- urbanisation des pays émergents
- contribution à la lutte contre le réchauffement climatique
- anticipation du redémarrage du marché des droits carbone
- situations spéciales / opportunités

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Quel avenir pour la gestion des fonds forestiers ?

➤ Pluralité des approches possibles :

- Fonds Forêt France

Large palette de véhicules possibles : groupement forestier d'investissement créé par la loi d'orientation (octobre 2014), fonds professionnel spécialisé (FPS), société libre de partenariat (SLP) créée par la Loi Macron, FEILT demain

Réel potentiel forestier mais peu de véhicules déjà en place et concentration géographique

Fonds fermés / liquidité très différée

- Fonds Forêt pan-européen

Avantage de la diversité des opportunités (Nord et Est Europe) mais risques de changes (hors zone euro)

Possibilité de s'appuyer sur un réseau d'équipes partenaires implantées localement, en co-investissement pour assurer un bon alignement des intérêts

Possibilité de créer des fonds à liquidité organisée

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Quel avenir pour la gestion des fonds forestiers ?

- Fonds Filière Bois

Démarche relevant de la technique de l'investissement dans les sociétés non cotées (private equity) à différents niveaux de la structure du capital (fonds propres, mezzanine, dettes junior...)

Poche "Private equity" déjà très sollicitée et exigences de rendement global élevées (TRI > 15%).

Nécessaire soutien des grands investisseurs publics compte tenu de l'organisation actuelle de la filière encore très fragmentée

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



En guise de conclusion

- La forêt peut redevenir une classe d'actifs pertinente pour les institutionnels sous réserve de répondre à leurs préoccupations :
 - Liquidité : création d'un marché de « blocs » larges par une stratégie de regroupement des parcelles éparpillées, plateforme moderne d'échange d'actifs, respiration du patrimoine forestier public, ...
 - Transparence : gestion des actifs sous l'œil public, publication d'informations de marché pertinentes (quantités, prix, indices de performance), label ISR...
 - Performance : amélioration des infrastructures, fonds de garantie sur les risques non assurables, renforcement des entreprises de la filière...
- Ainsi, les institutionnels pourront contribuer à la vitalisation des territoires, au développement de l'emploi du secteur et à la mise en œuvre d'une gestion « carbone » ambitieuse.

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Merci de votre attention

Thibault de Saint Priest
Directeur général
ACOFI Gestion
5, boulevard de la Madeleine
75001 Paris

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Le cadre législatif et réglementaire pour la collecte et la gestion de l'épargne Ses évolutions

Xavier PARAIN

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Le cadre législatif et réglementaire pour la collecte et la gestion de l'épargne

Xavier Parain
Directeur de la gestion d'actifs
Autorité des marchés financiers

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



- La directive AIFM a considérablement modifié le paysage de la collecte et de la gestion de l'épargne
- Une définition plus large des produits d'épargne :
 - Tous les véhicules d'investissement qui lèvent des capitaux avec une stratégie de gestion pour un certain nombre d'investisseurs sont désormais des fonds d'investissements appelés FIA
 - Certains Groupement forestiers, certaines SCI, sont devenus des véhicules régulés par l'AMF
- Un renforcement de la protection des investisseurs
 - Des nouvelles contraintes sur les sociétés de gestion des FIA : fonds propres, processus strict de gestion des risques, contraintes d'organisation et de gestion des conflits d'intérêts
 - La présence obligatoire d'un dépositaire en charge de la garde des actifs et du contrôle de la régularité des actes de gestion de la société de gestion

Principaux textes : un environnement réglementaire complètement revu en 5 ans, un cadre réglementaire renforcé

OPCVM 5

AIFM

MIF2

Titrisation

**Acteurs de la
gestion
financière**

PRIIPS –information des investisseurs

EMIR
(dérivés)

MIF2
(transactions)

SFTR
(Prêt/emprunt)

CSD
(règlement
livraison des
titres)

**Techniques de
gestion**

Indices de référence

Droit des actionnaires

Fonds monétaires – Fonds long terme (ELTIF)

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



- L'initiative européenne sur l'union des marchés de capitaux porte sur le renforcement de l'économie européenne et la stimulation de l'investissement pour créer des emplois.
- Élargir les sources de financement des entreprises : par notamment une modernisation de la directive prospectus ou soutenir le capital risque.
- Trouver des pistes de financement des projets à long terme et durables et le financement des infrastructures européennes.
- Accroître les investissements et élargir les possibilités de choix pour les investisseurs de détail et institutionnels.
- Renforcer la capacité de prêt des banques : par le lancement d'une initiative sur la titrisation et les obligations garanties (« covered bonds »)

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)

- L'article 173 met en place un reporting extra-financier de la part des entreprises et des investisseurs institutionnels sur la prise en compte des enjeux climato-énergétiques
- cid:2804B4EB-6348-45EC-AA59-6CCEF7A8EA15@ifaf.local
- Les fonds d'investissements mettent à la disposition de leurs souscripteurs une information :
 - sur les modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance
 - sur les moyens mis en œuvre pour contribuer à la transition énergétique et écologique.
 - La prise en compte de l'exposition aux risques climatiques, notamment la mesure des émissions de gaz à effet de serre associées aux actifs détenus, ainsi que la contribution au respect de l'objectif international de limitation du réchauffement climatique et à l'atteinte des objectifs de la transition énergétique et écologique, figurent parmi les informations relevant de la prise en compte d'objectifs environnementaux.
- L'AMF est vigilante sur la qualité de l'information donnée aux investisseurs et est en cours de publication d'un premier rapport sur l'ISR (investissement socialement responsable).

- Un dispositif réglementaire en cours de finalisation : les groupements forestiers d'investissement (GFI)
- Les GFI ont été créés par la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt publiée au Journal Officiel, le 14 octobre 2014 :
 - Ils permettent à certains groupements forestiers de faire offre au public, c'est-à-dire d'être commercialisés auprès d'un public large après visa de l'AMF
 - Avec des contraintes permettant de protéger les investisseurs
 - Et un fonctionnement proche des SCPI (sociétés civiles de placement immobilier) et des SEF (Société d'Epargne Forestière)
- Les contraintes en cours de finalisation au niveau réglementaire portent sur :
 - L'existence de plans simples de gestion agréés ;
 - L'assurance du patrimoine forestier contre l'incendie ;
 - Une certaine diversification du patrimoine forestier en tenant compte, le cas échéant, de la composition, des classes d'âge ou du traitement ;
 - La limitation de la responsabilité des associés au montant de leur part dans le capital.

Table ronde

Forêt-bois et changement climatique

Les besoins et financements nouveaux

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Pascal MAYER

Vanessa GIRAUD

Rémi CHABRILLAT

Éric TOPPAN

Jacques DUCERF

Jean-Yves HENRY



Bilan depuis le colloque de 2011

La forêt : investisseurs et développement durable

Sur les onze propositions, plus de la moitié ont abouti

□ Des avancées d'intérêt général

- L'adaptation de la forêt au changement climatique, une préoccupation partagée et des avancées techniques
- Le développement des marchés du carbone, une réflexion qui s'installe



Bilan depuis le colloque de 2011

La forêt : investisseurs et développement durable

□ Des avancées plus particulières (avec Forestiers Privés de France et le SYSSO)

- La création du Compte d'investissement forestier et d'assurance – CIFA
- La reconduction du DEFI forêt, jusqu'en 2017, et son aménagement

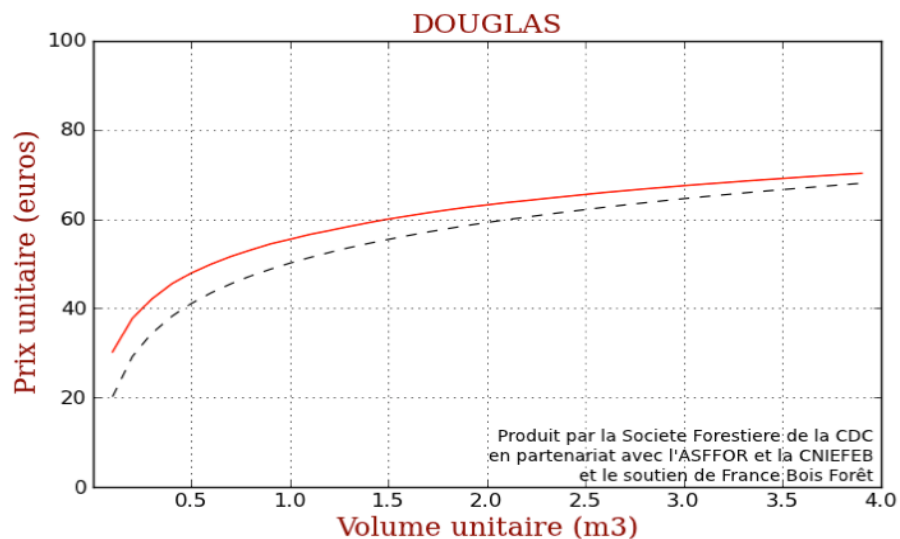
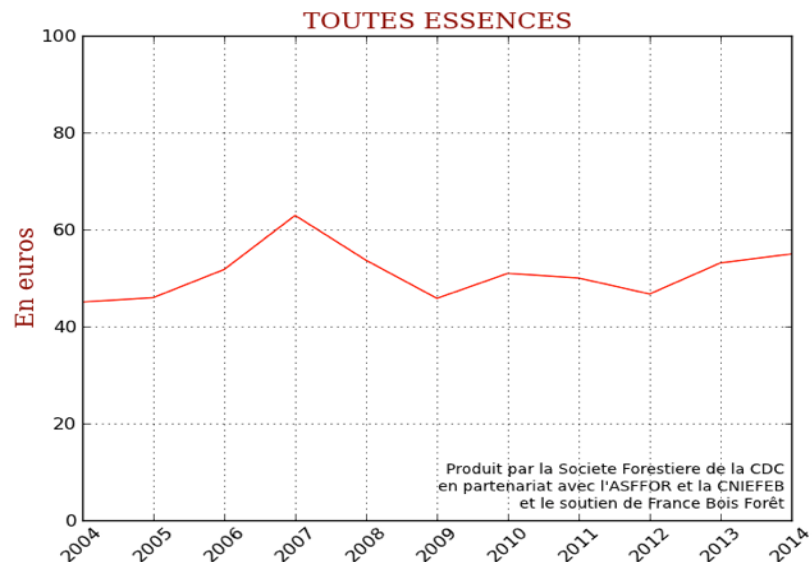


Bilan depuis le colloque de 2011

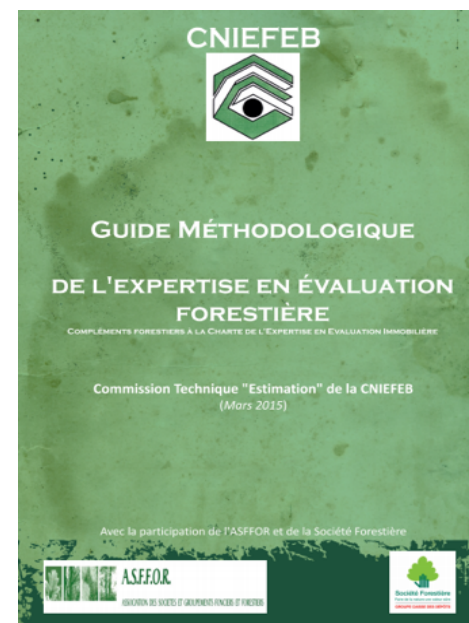
La forêt : investisseurs et développement durable

□ Des avancées spécifiques à l'ASFFOR

- La forêt devient une classe d'actifs comme les autres et répond aux mêmes critères de gestion
- Une meilleure transparence avec l'«Indicateur du prix des bois sur pied»
- Une meilleure évaluation avec le nouveau « Guide méthodologique de l'expertise en évaluation forestière »
- La création du groupement forestier d'investissement



— · — 2013 — 2014



Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Table ronde : Forêt-bois et changement climatique, besoins et financements nouveaux



Pascal MAYER



Vanessa GIRAUD



Rémi CHABRILLAT



Éric TOPPAN



Jacques DUCERF



Jean-Yves HENRY

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Sources nouvelles de financement de la gestion forestière

- ❑ Au côté de l'autofinancement des producteurs (CIFA)
- ❑ Des fonds publics (FSFB, financements européens)
- ❑ Créer les conditions pour accueillir les investisseurs
 - Les capitaux existent
 - Les taux sont bas
 - La forêt et le bois, une bonne image



Sources nouvelles de financement de la gestion forestière

□ L'épargne pour la détention d'une forêt de production

- Les particuliers et le groupement forestier d'investissement
- Les assureurs, premiers collecteurs d'épargne
 - Une allocation d'actifs orientée
 - Une incitation fiscale



Sources nouvelles de financement de la gestion forestière

□ D'autres formes de détention et de gestion

- Un fonds de long terme avec effet de levier et vente des actifs à terme
- Le démembrement de propriété avec mise à disposition du foncier forestier
 - Le propriétaire qui retrouve son bien à terme
 - En contrepartie d'un loyer et d'obligations d'aménagement à contrôler



Sources nouvelles de financement de la gestion forestière

- L'épargne destinée aux investissements en forêt
 - Les marchés du carbone
 - Des marchés règlementés non opérationnels à ce jour
 - Le mécénat environnemental, une piste
 - Un label national de certification : création du fonds de compensation de la filière forêt-bois française



Sources nouvelles de financement de la gestion forestière

- ❑ L'épargne destinée aux investissements en forêt
 - Le rôle reconnu d'intérêt général de la forêt et du bois
 - Le financement participatif
 - L'épargne solidaire
 - La création du fonds associatif de la filière forêt-bois française

Table ronde : Forêt-bois et changement climatique, besoins et financements nouveaux



Pascal MAYER



Vanessa GIRAUD



Rémi CHABRILLAT



Éric TOPPAN



Jacques DUCERF



Jean-Yves HENRY

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière



Conclusion des Présidents

Pierre ACHARD - ASFFOR

Luc CHARMASSON - FBIE

Cyril LE PICARD - FBF



Filière forêt-bois et changement climatique

Investir pour l'avenir

Emmanuel MACRON

Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Filière forêt-bois et changement climatique

Investir pour l'avenir

Stéphane LE FOLL

Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Porte-parole du Gouvernement

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Filière forêt-bois et changement climatique

Investir pour l'avenir



ASFFOR

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ET GROUPEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS



CODIFAB

comité professionnel de développement
des industries françaises de l'ameublement et du bois

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière





Filière forêt-bois et changement climatique

Investir pour l'avenir

Ségolène ROYAL

Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, de l'Energie

Les Ministères partenaires



Les partenaires de la filière

